

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1194 - 7 mai 1987 - 4 F

D 1194 AMÉRIQUE CENTRALE: SOUTIEN DE CONTADORA PAR LES  
EGLISES CHRETIENNES DU CANADA

La diplomatie latino-américaine de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, périodiquement donnée pour morte, continue sa recherche d'alternative à la diplomatie nord-américaine (cf. DIAL D 1169). Les événements marquants de ces derniers mois ont été, les 19 et 20 janvier 1987, la mission conjointe en Amérique centrale du Groupe de Contadora-Groupe d'appui-Secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats américains)-et secrétaire général de l'ONU pour une relance de la dynamique de paix; et les 9 et 10 février, à Guatemala-Ville, la 3e rencontre entre la CEE (Communauté économique européenne), les cinq pays centro-américains concernés et le Groupe de Contadora. Lors de la tournée centro-américaine des 19 et 20 janvier, le président Arias du Costa Rica avait proposé une rencontre conjointe des présidents du Honduras, d'El Salvador, du Costa Rica et du Guatemala, à l'exclusion de celui du Nicaragua, pour discuter d'un projet dit "plan Arias" reprenant pour l'essentiel les exigences nord-américaines envers le Nicaragua: nouvelles élections et dialogue avec l'opposition nicaraguayenne armée. Annoncée pour février, cette rencontre des quatre présidents centro-américains n'a pas encore eu lieu.

Parallèlement, dans le cadre de la rencontre au sommet entre le Canada et les Etats-Unis, plusieurs responsables d'Eglises chrétiennes du Canada ont formellement demandé au premier ministre canadien d'intervenir auprès du président Reagan pour "une paix juste en Amérique centrale". Texte ci-dessous.

Note DIAL

### COMITE INTER-ÉGLISES SUR LES DROITS DE L'HOMME EN AMÉRIQUE LATINE

Le Très Honorable Brian Mulroney  
Premier ministre  
Chambre des communes  
Ottawa, Ontario  
K1A 0A6

le 11 mars 1987

Monsieur le Premier ministre,

Lors de votre prochaine rencontre\* avec M. Ronald Reagan, président des Etats-Unis, vous aurez de nouveau l'occasion d'insister sur une de nos préoccupations communes: la paix et la justice en Amérique centrale. Nous appuyons de tout coeur les efforts menés en ce sens par votre gouvernement au cours de la dernière année.

\* Les 5 et 6 avril 1987 [NdT].

Toutefois, le chemin vers la paix n'est pas sans obstacles et les souffrances de nos soeurs et frères d'Amérique centrale continuent de s'aggraver. Comme vous le savez, de nombreux Canadiens ont réagi à cette crise en offrant leur aide, en accueillant des réfugiés et en protestant contre l'intervention étrangère et la militarisation. La destruction et l'instabilité qui marquent aujourd'hui cette région vont à l'encontre des intérêts du Canada. La paix et la justice, voilà où se trouve notre intérêt! A cette fin, confronté aux nombreux obstacles et surtout à l'opposition tenace des Etats-Unis, le Canada doit redoubler d'efforts. Un grand nombre de Canadiens appuient et réclament un tel investissement d'énergies et de ressources.

Nous vous félicitons de vos déclarations répétées en faveur des principes de non-intervention et de respect du droit international. Le vote du Canada aux Nations-Unies, en 1986, manifestant son appui à la décision de la Cour internationale de justice dans la cause opposant le Nicaragua et les Etats-Unis, fut une éclatante expression des sentiments qui vous animent. Nous avons également remarqué l'énergie et le leadership du gouvernement canadien dans d'autres dossiers internationaux et, plus particulièrement, dans la lutte contre la famine et contre l'oppression raciale en Afrique. Le Canada peut apporter une importante contribution. Nous croyons que notre gouvernement peut, sur la scène internationale, jouer un rôle de premier plan.

Les coûts humains des conflits centro-américains sont énormes. Aucun pays de cette région n'est épargné. La mort, la destruction, le détournement de ressources économiques vitales, les flux de réfugiés, voilà autant de drames plaidant pour la cessation de la guerre. Nous sommes tous témoins de la cruauté et de la corruption auxquelles donnent lieu la politique d'action clandestine de l'administration américaine, son aide aux contras et le blocus économique qu'elle impose au Nicaragua. Les millions de dollars d'aide militaire dépensés chaque jour au Salvador et au Honduras déséquilibrent l'économie nationale et minent l'indépendance de ces petites nations pauvres. L'indignation morale du public, la réprobation du Congrès ainsi que l'inquiétude internationale prennent de plus en plus d'ampleur. Au même moment, l'élection de nouveaux membres au Congrès américain fait apparaître d'éminents promoteurs d'une solution négociée du conflit. Chez nous, l'indignation et l'opposition croissantes à cette guerre donnent à votre gouvernement l'occasion de jouer un rôle de premier ordre.

La remarquable initiative de paix du groupe de Contadora, mise de l'avant par les nations démocratiques latino-américaines s'est gagnée la faveur internationale, y compris celle de votre gouvernement. Malgré tout, elle a été bloquée durant presque toute l'année 1986. En novembre dernier, les secrétaires généraux des Nations-Unies et de l'Organisation des Etats américains, dans une première historique, ont joint leurs efforts et ont présenté un ensemble de propositions et de services d'appui en faveur du processus de Contadora. Les représentants des pays latino-américains se sont rencontrés à Rio de Janeiro au début de l'année 1987 et, de concert avec ces secrétaires généraux, ont invité les Etats d'Amérique centrale à mener de nouvelles discussions. Il est des plus regrettable que l'administration américaine ait résisté vivement à cette initiative et ait même enclenché une stratégie contraire. Cela illustre la position diamétralement opposée de l'administration américaine et témoigne de l'ampleur des changements nécessaires.

Le gouvernement canadien a fait connaître son appui à l'initiative de Contadora; il l'a aussi réitéré à maintes reprises. Nous vous incitons à poursuivre vos efforts et à passer de la parole aux actes. A l'occasion de vos discussions avec le président Reagan, nous vous demandons d'insister pour qu'il abandonne sa politique interventionniste et qu'il apporte un appui clair et net à l'initiative de Contadora. La reprise des pourparlers entre les Etats-Unis et le Nicaragua serait un signe positif.

Par la même occasion, nous incitons votre gouvernement à consolider son appui à l'initiative de Contadora en nommant un observateur permanent aux rencontres du groupe.

Lors de leur rencontre de Rio de Janeiro en décembre 1986, les pays membres du groupe de Contadora ont exprimé leur "profonde inquiétude" au sujet de "l'intensification des politiques et des mesures interventionnistes menées par des pays de l'extérieur de la région centro-américaine, et ce, en violation du droit international". Vous avez exprimé clairement l'opposition du Canada à l'intervention et à la fourniture d'armes dans cette région, ainsi que notre appui aux dispositions du droit international. Nous vous demandons d'agir conséquemment. Dans vos échanges de vues avec le président Reagan, nous vous demandons d'insister pour qu'il mette fin à l'aide aux contras et à l'action clandestine. Nous vous demandons de lui exprimer l'opposition du Canada à une militarisation accrue, y compris la vente d'avions de guerre F-5E au Honduras, ainsi que notre opposition aux manoeuvres et exercices incessants et provocateurs près des frontières du Nicaragua. De même, les preuves d'acquisition de matériel militaire canadien par les contras incitent à une surveillance accrue chez nous. Ces politiques vont à l'encontre de la lettre et de l'esprit de Contadora. Leur abandon contribuerait à la mise en place d'une confiance mutuelle à partir de laquelle pourrait peut-être s'enraciner une paix durable.

Selon les pays membres du groupe de Contadora, le conflit armé s'est amplifié au cours de 1986 en Amérique centrale. Le danger d'incidents pouvant dégénérer en conflit international reste présent. A cet effet, les secrétaires généraux ont proposé un éventail de mesures en vue de désamorcer les affrontements. Mais leur mise en application requiert le leadership des pays membres des Nations-Unies. Nous vous prions instamment de plaider en faveur de leur adoption. Ainsi, l'envoi d'observateurs civils au Nicaragua et dans les États voisins pourrait aider à gagner du temps en évitant les confrontations. La délimitation de zones démilitarisées et la surveillance des frontières réduiraient le bain de sang et la destruction. Les bons offices du Canada pourraient permettre la tenue de discussions nécessaires à la concrétisation des propositions des secrétaires généraux.

Mais l'opposition à l'intervention militaire doit aussi se conjuguer à une promotion active de la paix; en ce sens, il faut collaborer matériellement à la reconstruction. Les organismes non gouvernementaux du Canada se sont montrés fort généreux envers le peuple du Nicaragua. Le gouvernement canadien, en dépit des critiques du département d'Etat américain, a poursuivi de son côté son programme d'aide bilatérale. Mais, en raison de l'impact des attaques des contras et du blocus économique américain, cette aide demeure insuffisante. Nous vous demandons d'augmenter notre aide publique au développement du Nicaragua, et d'inciter le président Reagan à mettre fin au blocus économique imposé par son administration.

Nous reconnaissons qu'une contribution canadienne à la paix et à la justice en Amérique centrale comporte certains coûts: elle exige des énergies diplomatiques aussi bien que des ressources économiques. Dans ce contexte, nous avons été étonnés de constater, qu'à l'occasion des récentes réductions budgétaires, la présence diplomatique canadienne dans la région ait été réduite. Le Canada doit au contraire y être plus présent. Il doit établir une ambassade à Managua et y poursuivre ses activités en faveur de la paix, en rétablissant de nouveaux liens avec les pays latino-américains promoteurs de la voie négociée.

La politique centro-américaine du Canada doit faire preuve de cohérence. L'opposition à la guerre au Nicaragua suppose un engagement équivalent en faveur du dialogue et des négociations pour mettre fin à la guerre civile au Salvador. Le gouvernement canadien doit également exercer des pressions sur les gouvernements salvadorien et guatémaltèque afin qu'ils cessent leur violation des droits humains et qu'ils remplacent leurs stratégies anti-insurrectionnelles par les réformes économiques et sociales les plus urgentes. Le Canada doit appuyer la neutralité du Costa Rica et son mode de développement particulier. Notre gouvernement devra aussi favoriser énergiquement la souveraineté et la justice économique au Honduras. Enfin, la tradition d'accueil des Canadiens à l'égard des réfugiés doit être affirmée. Nous devons nous

opposer à la politique américaine de refoulement des réfugiés à leurs frontières et résister à l'adoption d'une politique semblable chez nous.

A l'occasion de vos deux dernières rencontres au sommet avec le président Reagan, nous vous avons fait part de notre inquiétude. La militarisation continue et l'intervention militaire croissante dans la région ne sont pas dans l'intérêt du Canada. Un grand nombre de Canadiens partagent notre inquiétude et ils sont intervenus auprès de votre gouvernement par l'envoi de mémoires, de télégrammes et de lettres. Nous reconnaissons qu'au cours de l'année dernière, votre gouvernement a répondu positivement à plusieurs de ces requêtes. Nous vous demandons, aujourd'hui, de faire un autre pas. Nous croyons, comme nous l'avons déjà mentionné, que vos initiatives peuvent renforcer de manière significative les forces ravivées récemment qui insistent pour un changement de la politique américaine et la conclusion d'une paix juste dans la région. Votre gouvernement a une occasion d'intervenir, nous vous demandons de la saisir pleinement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de nos sentiments respectueux.

Mgr Michael G. Peers  
Primat  
Eglise épiscopaliennne du Canada

Rév. Donald W. Sjoberg  
Président  
L'Eglise évangélique luthérienne  
au Canada

M. Jacques Champagne  
Directeur exécutif  
Organisation catholique canadienne  
pour le développement et la paix

Mgr Bernard Hubert  
Evêque de St-Jean-Longueuil  
Président  
Conférence des évêques catholiques  
du Canada

Donald Laitin  
Clerck  
Canadian Yearly Meeting  
Society of Friends (Quakers)

Rév. Arie G. Van Eek  
Secrétaire exécutif  
Conseil des Eglises chrétiennes  
réformées du Canada

Rév. Dr Charles Hay  
Modérateur  
Eglise Presbytérienne au Canada

Rév. Ulysse E. Paré, C.S.B.  
Président  
Conférence Religieuse Canadienne

Dr Anne M. Squire  
Modératrice  
Eglise unie du Canada

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441